LE FANTASQUE.

QUÉBEC, 24 FÉVRIER, 1849.

Le *Fantasque* sollicité, pressé de toutes parts d'exprimer son opinion sur la politique du jour, déclare qu'avec le plus grand empressement à se prêter aux vœux parfaitement justes de ses innombrables correspondants, il lui est impossible de rien dire à ce sujet, vu qu'il ne se reconnaît plus au milieu du labyrinthe inextricable et incompréhensible qu'on est convenu d'appeler la politique du jour. En effet, il a beau jeter autour de lui des regards inquiets, il ne voit à l'horizon qu'indécision, qu'inconsistance, que contradictions au milieu desquelles il lui répugne de risquer sa haute réputation de sens commun.

Le *Fantasque*, désirant donc éviter de se compromettre, doit commencer par signifier positivement qu'il ne comprend rien ni aux hommes ni aux choses du pays. Les choses surtout lui paraissent inintelligibles; et quant aux hommes publics, s'il était forcé d'en penser quelque chose, il croirait qu'un bon nombre d'entre eux veut de l'argent, et que la grande discussion roule uniquement sur les questions importantes du quand, du combien et du comment.

Jadis il était facile se prononcer sur les affaires publiques car vous saviez alors clairement de quoi il s'agissait. Les uns étaient franchement conservateurs tories et les autres franchement libéraux, progressistes. Les premiers voulaient le statut quo avec tout ses abus et ses avantages. Les seconds voulaient la libéralisation des idées politiques sans s'y prescrire de borne. Les uns étaient blancs et les autres étaient noirs et chacun pouvait se jeter dans l'un ou l'autre camp, selon son goût et son penchant, sachant bien où il allait, mais aujourd'hui le gouvernement responsable a fait des hommes publics, des partis et des opinions; une immense omelette d'un gris sale et sans saveur.

D'abord les représentants élus pour s'opposer à l'union l'acceptent et le peuple n'en dit rien. Le Haut-Canada dépense chez lui un argent fou et nous dit que c'est pour l'avantage de Québec, et les habitants de Québec ne leur répondent pas, ce qui serait pourtant tout aussi vrai que si l'on faisait dans leur port de beaux bassins ce serait pour l'avantage des bâtiments venant du Haut-Canada. Ce n'est pas tout; M. Papineau est accusé dans la chambre d'avoir causé la rébellion, c'est à qui lui donnera là-dessus un coup de dent depuis le premier des ministres jusqu'au dernier des représentants. Vient après cela le Dr. Nelson, qui, dans un discours au sujet des pertes essayées par suite de la rébellion, déclare que si c'était à recommencer il agirait comme il fit en 1837. Puis MM. Hincks, Blake et autres; traitent tout haut sir Allan McNab et tous les tories d'être les véritables rebelles et d'avoir causé seuls la rébellion, ce qui n'empêche pas le journaliste-député de Montmorency de maintenir que c'est M. Papineau et sa politique qui ont amené cette rébellion. Le même personnage avait dit et répété que M. Papineau était allié aux tories et pourtant c'est lui qui les combat le plus chaudement, si bien que ceux de Montréal, comme ceux de Québec ont *grogné* à son intention.

Sous le ministère Viger, les ventrus de notre ville blâmaient les libéraux de Québec de se mêler trop de politique, et de ne pas assez s'occuper d'améliorations. Les mêmes ventrus, qui n'ont fait que changer de maîtres, crient aujourd'hui le contraire, et ne veulent pas qu'on demande d'améliorations de peur d'embarrasser le gouvernement. Il y a, dans toutes ces contradictions, de quoi embrouiller l'esprit le plus clairvoyant et même le *Fantasque*. Les anciens rebelles sont loyaux, les royalistes menacent de passer républicains..... C'est le bonheur que nous vous souhaitons à tous! *Ainsi soit-il.*